

# Le Monde

# ECONOMIE

MARDI 16 MARS 1999

## LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES



### EUROPE

Au Parlement de Strasbourg, le travailliste britannique Stephen Hughes

défend le dialogue avec les syndicats (page IV)

### BOUSSOLE

L'économie brésilienne s'efforce de sortir de la crise, deux mois après la dévaluation du real. Une deuxième tranche de crédit de 9 milliards de dollars, sur l'aide de 41,5 milliards consentie par la communauté internationale, a été débloquée pour aider Brasilia à redresser la situation (page V)

**9 milliards de dollars**



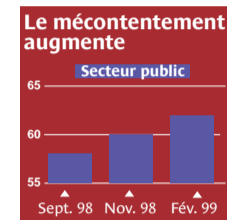
### FUTURS

Un espace pour les travailleurs nomades, où les nouvelles technologies

sont en libre-service, vient d'être ouvert par Amaury Eloy à Paris. Une première en Europe (page VI)

### SONDAGE

Les salariés sont sur le qui-vive, révèle le baromètre Ipsos-« Le Monde ». Dans le secteur public, 62 % seraient prêts à participer à un mouvement de grève



qui se développerait dans leur entreprise ou dans leur secteur (page VIII)



**OFFRES D'EMPLOIS** de la page IX à la page XVIII

Le président de la BNP affirme que son projet de fusion créerait un groupe bancaire mondial dont le centre de décision resterait en France. Voilà reposé le problème de la nationalité des entreprises alors que l'économie hexagonale est parmi les plus ouvertes au capital étranger

# Faut-il avoir peur des entreprises sans frontières ?

## NATIONALITÉ

● Le Commissariat du Plan remettra en mars un rapport au premier ministre sur la manière dont l'économie hexagonale résiste aux chocs de la mondialisation. De plus en plus d'entreprises françaises passent sous le contrôle d'investisseurs étrangers ; il s'agit d'en mesurer les conséquences.  
● Le phénomène est international. Le suédois Volvo vient d'être

racheté par l'américain Ford. L'exemple extrême étant celui de la Belgique, dépossédée de nombre de ses fleurons industriels et tertiaires.  
● Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, appelle à la création d'un statut de société européenne dont le projet sommeille depuis longtemps à la Commission de Bruxelles.

Un grand groupe bancaire mondial qui aura son centre de décision en France », c'est ainsi que Michel Pébereau, PDG de la Banque nationale de Paris, présente son projet de fusion avec la Société générale et Paribas. Est-ce à dire que la nationalité d'une entreprise a encore un sens alors que la globalisation gomme les frontières, en même temps qu'elle internationalise les marchés et les états-majors ?  
Un constat d'abord : les entreprises « bien de chez nous » se font rares. La mondialisation aidant, petites et grandes passent de plus en plus sous le contrôle de capitaux étrangers, directement ou via les fonds d'investissement. Le phénomène a pris une telle ampleur que le Commissariat général du Plan a été saisi, en 1998, de ce dossier par le premier ministre.

Composé de chefs d'entreprise et d'experts, un groupe de travail remettra, en mars, un rapport sur la « nouvelle nationalité » des entreprises, comportant des propositions d'actions. L'initiative est heureuse car les interrogations sont multiples. Faut-il sortir du bricolage qui consiste à interdire à Coca-Cola d'acheter Orangina parce qu'un monopole en résulterait dans la distribution des soft-drinks en France ? Pourquoi bloquer l'achat par l'étranger d'une vierge polychrome du XV<sup>e</sup> siècle et pas celui des actions d'Usinor ?

Est-il bien raisonnable de laisser partir nos champions ?, diront ceux qui déplorent l'absorption de l'assureur français AGF par l'allemand Allianz ou qui regrettent le mariage du chimiste Rhône-Poulenc avec son alter ego Hoechst. Est-il bien prudent de vendre nos pépinières de talents ?, s'inquiéteront ceux qui prévoient que, en l'an 2000, une entreprise moyenne sur deux sera contrôlée par des étrangers. Cet émoi repose sur l'impression que les entreprises détenues par des non-Français sont promptes à délocaliser ou à licencier et qu'elles sont devenues moins « citoyennes ».

Pensée démodée, arguent ceux pour qui la mondialisation enlève tout intérêt à la question de la nationalité des entreprises. Le mot « national » ne veut plus rien dire. Le missile de fabrication française Exocet qui a coulé le destroyer britannique Sheffield pendant la guerre des Malouines comportait des composants britanniques dans son système de pilotage. Et quand les Etats-Unis veulent sanctionner le français Elf pour ses investissements en Iran, ils risquent de porter préjudice... aux

coûteuses subventions aux candidats à l'installation. Et de renforcer la réorientation de l'épargne vers les entreprises pour remédier à la faiblesse du capitalisme français.

En attendant un hypothétique statut d'entreprise européenne, il serait bon de multiplier les hybrides à l'échelle du Vieux Continent qui préservent les différences comportementales au sein d'une même entité, afin de développer un modèle distinct des canons anglo-saxons.

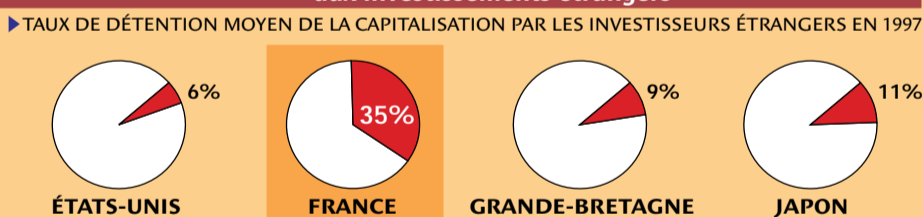
De leur côté, les syndicats pourraient contribuer à adoucir les effets néfastes de la mondialisation. A l'échelle européenne, ils sont regroupés, en grande partie, dans une Confédération européenne des syndicats (CES). Mais ils doivent aller plus loin et, à l'image du capitalisme d'alliances en train de se généraliser, avoir désormais une démarche transnationale. Notamment contre les dumpings sociaux.

Alain Faujas

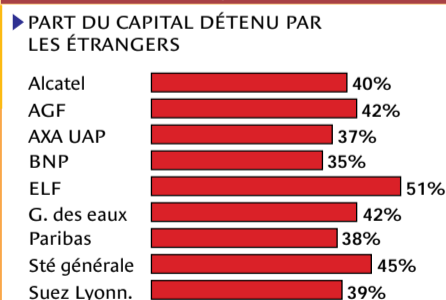
Lire la suite du dossier pages II et III

## LA FRANCE MONDIALISÉE

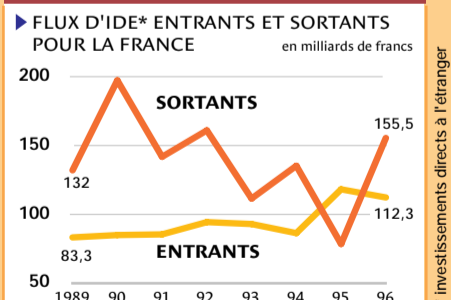
La France est l'un des pays les plus ouverts du monde aux investissements étrangers



Quelques exemples de pénétration dans les sociétés françaises (fin 1997)

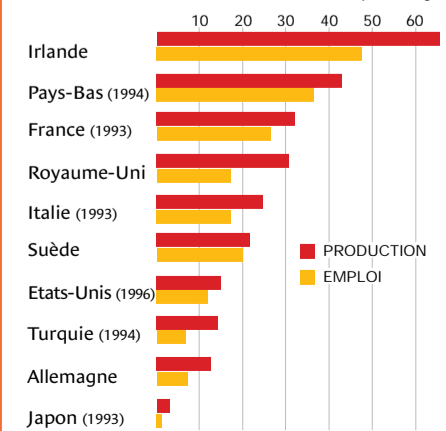


Mais les flux de capitaux entrants et sortants tendent à s'équilibrer

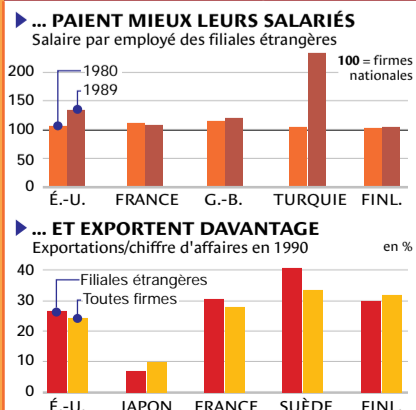


## Le phénomène est mondial

► PART DES FILIALES ÉTRANGÈRES DANS LA PRODUCTION ET L'EMPLOI MANUFACTURIERS EN 1995 en pourcentage



Même si elles sont parfois plus brutales dans leurs comportements sociaux que les entreprises nationales, il n'en reste pas moins que les filiales étrangères\* ...



Sources : Gestionnaires de marchés, Sisifo-Lerep, Banque de France, OCDE (DSTI/Division AES).

**INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT**

**ISM** Fully Accredited

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

**ieMBA** International Executive Master of Business Administration

- 520 h de formation intensive en management international :
- diplôme ieMBA accrédité
- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK et thèse

**MBA** Master of Business Administration in International Management

- Programme intensif, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité

**DBA** Doctorate of Business Administration

- Séminaires intensifs spécialisés et thèse

Certificats en Management International

- Corporate finance
- International Marketing
- 120 heures à Paris ou à New York

International School of Management  
148, rue de Grenelle, 75007 Paris  
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08  
Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA  
Internet <http://ism-mba.edu> email : [info@ism-mba.edu](mailto:info@ism-mba.edu)

**ISM**













